

PAIX LITURGIQUE

Notre lettre 799 publiée le 28 mai 2021

LA GALAXIE SUMMORUM PONTIFICUM SE PREPARE UNE NOUVELLE FOIS A LA RESISTANCE

Les dispositions du motu proprio *Summorum Pontificum* étaient des dispositions de paix. Totalement atypiques du point de vue de la législation liturgique, *Summorum Pontificum* répondait efficacement à une situation elle-même atypique : il organisait un *modus vivendi* entre la liturgie ancienne et la liturgie nouvelle, reconnaissant un droit au *ritus antiquior* pour tout prêtre latin, tout en organisant des conditions d'exercice pour sa mise en œuvre publique. Il visait à pacifier liturgiquement une Église qui s'enfonçait toujours plus dans la crise.

Mais voilà que ce droit enfin reconnu apparaît insupportable aux hommes au pouvoir depuis 2013. En leur sein, est en train de prévaloir la thèse que ce texte devait être, sinon abrogé, du moins détricoté, comme on dit, pour perdre l'essentiel de sa signification. Selon eux, la messe d'avant Vatican II ne peut disposer au mieux que d'une *tolérance* dûment encadrée.

Leur forme mentale idéologique fait qu'ils prennent « d'un cœur léger », pour évoquer les paroles d'Émile Olivier lançant la France dans la guerre de 1870 (avec les conséquences que l'on sait) , la responsabilité d'une reprise des hostilités liturgiques. On risque fort de se retrouver, à cause d'eux, dans une situation semblable à celle des années de l'après-Concile, mais dans des conditions pires pour l'institution ecclésiale.

Célébrer la messe tridentine : un droit conquis

Il faut avoir bien conscience que c'est sous la pression d'une contestation qui n'a pu être jugulée que le législateur romain en est venu, par étapes (en 1984 avec *Quattuor abhinc annos*, en 1988 avec *Ecclesia Dei*, en 2007 avec *Summorum Pontificum*), à interpréter la promulgation du missel de 1969 comme non obligatoire.

C'est qu'en effet, en France, mais aussi partout dans le monde, des curés de paroisse avaient imperturbablement continué à célébrer la messe tridentine. En même temps se sont organisées en, maints endroits des chapelles « sauvages », les sanctions prises par certains évêques ne faisant qu'activer la propagation de ces célébrations. Elles prirent plus encore de consistance lorsque des jeunes prêtres formés et ordonnés par Mgr Lefebvre commencèrent à exercer leur ministère sacerdotal, tant dans des maisons indépendantes fondées à cet effet pour les recevoir, que dans des lieux aménagés pour le culte, souvent de manière sommaire, en ville ou dans les campagnes.

La suspense *a divinis* de Mgr Lefebvre, en 1976, donna en outre à sa démarche une très grande notoriété. Cet événement fut suivi d'un autre : l'occupation tranquille de l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, à Paris, par Mgr Ducaud-Bourget et ses fidèles, qui y entrèrent un dimanche et qui y sont toujours. Semblablement, 10 ans plus tard, en 1986, près de Versailles, les paroissiens de la messe traditionnelle de Saint-Louis du Port-Marly, qu'on avait chassés de leur église, et dont on avait pour ce faire muré les portes, les défoncèrent tout simplement pour s'installer à nouveau dans les lieux. Ils n'en sont pas sortis.

Un sondage historique de l'IFOP, en 1976, publié par *Le Progrès*, quotidien de Lyon, montrait que 48% des catholiques pratiquants réguliers estimaient que l'Église était allé trop loin dans les réformes et que 35% restaient favorables à la messe en latin. Les sondages successifs, réalisés ensuite en France et dans le monde entier par Paix liturgique jusqu'à aujourd'hui, mettent en évidence une tendance lourde : la *demande* de célébration de la messe traditionnelle dans leurs paroisses par une partie notable, parfois majoritaire, des fidèles pratiquants.

Ensuite, le climat psychologique favorable créé par le motu proprio de Benoît XVI, d'une part, la croissance continue des instituts spécialisés dans la liturgie traditionnelle, Fraternité Saint-Pie-X et instituts *Ecclesia Dei* fondés à partir de 1988, d'autre part, ont fait que le nombre des lieux où est célébrée la messe

traditionnelle n'a cessé de croître dans le monde. De 2007 à 2017, par exemple, ce nombre a tout simplement doublé.

C'est un paradoxe relevé par les sociologues du religieux, comme en France Danièle Hervieu-Léger : le mouvement traditionnel s'est opposé au courant conciliaire à la manière d'un processus d'apparence « moderne », se dressant contre l'autorité. La réaction traditionnelle a certains des caractères de ce qu'on qualifie aujourd'hui de « populisme », qui conteste la légitimité des « élites » parce que celles-ci adoptent des positions novatrices élaborées dans leur bulle « élitiste ». Autre paradoxe : le mouvement traditionnel est, depuis l'origine, fondé sur l'action des laïcs (soutenant et même « engendrant » des prêtres, via les instituts spécialisés) refusant les consignes de Vatican II, pourtant censées « promouvoir le laïcat ». On peut même ajouter que l'Église romaine cessant, depuis Vatican II, d'être tridentine, le tridentinisme - pourtant, par essence hiérarchique - est désormais pris en charge par un peuple de base. En vérité, on dira théologiquement et non plus sociologiquement qu'il s'agit d'une manifestation étonnante et providentielle du *sensus fidelium*, de l'instinct de foi des fidèles, qui défend bec et ongles l'expression par la *lex orandi* de la doctrine du sacrifice eucharistique, de la présence réelle, du sacerdoce hiérarchique, et plus globalement de la transcendance du mystère du « Faites ceci en mémoire de moi ! »

Une capacité irrépressible de résistance

Devant le danger qui aujourd'hui se profile, on peut alors, à travers la situation française, qui n'est certes pas celle de l'Église universelle mais qui donne toujours en ce domaine de très bonnes indications, tenter de mesurer les forces en présence.

L'Église « officielle » n'a aujourd'hui plus rien à voir le solide appareil qu'elle était dans les premières décennies de l'après-Concile. Elle est exsangue du point de vue du nombre des prêtres et des religieux. Celui de ses séminaristes et même de ses séminaires ne cesse de décroître. Les fidèles pratiquants, toujours plus vieillissants, sont aussi toujours plus espacés dans les nefs des églises, sans même qu'il soit besoin de « mesures sanitaires » pour ce faire. Tout cela s'accompagne logiquement d'une situation financière catastrophique dans pas mal de diocèses. A quoi s'ajoutent les conséquences de ce qu'on a appelé la « crise sanitaire », qui a fait disparaître 30% environ des paroissiens qui restaient. Les habitudes historiques, longues à s'estomper, font que l'on considère encore le catholicisme comme une composante essentielle de la société. Mais la réalité est en train d'apparaître toute nue : il a pratiquement disparu de la sphère publique.

Par contraste, le monde traditionnel représente une « exception » dans l'Église, notamment du point de vue des vocations sacerdotales et religieuses, semblable à celui d'avant 1965. Nombre de jeunes, qui n'ont rien connu des querelles conciliaires, se tournent aujourd'hui vers lui spontanément. Les assemblées dominicales sont fournies et d'âge moyen très peu élevé. Tout ce passe pour la galaxie traditionnelle, tant pour sa vie liturgique que pour sa « fécondité » vocationnelle, comme si Vatican II n'avait pas eu lieu. Un enseignement catéchétique à l'ancienne, très structuré, et l'existence d'un important réseau scolaire assurent une bonne transmission de la foi, de la pratique et des habitudes de vie chrétienne. Qui plus est, ses frontières sont poreuses avec un monde « classique » (communauté Saint-Martin, Emmanuel, etc.), dont la vitalité s'explique pour une part en raison d'une « différence » d'avec la tendance officielle qui s'inspire peu ou prou, à un moindre degré, de celle de la résistance traditionnelle.

Bien sûr, le succès a son revers : le renouvellement des générations est certes assuré, mais dans un monde sécularisé à l'extrême, il ne se fait pas sans pertes ; et, par rapport à la situation forcément très militante des années de l'après-Concile, le monde traditionnel peut paraître parfois plus *installé* qu'il ne l'était jadis. Et pourtant, il s'avère que des actions et des pressions décidées pour maintenir les situations acquises et pour obtenir des accroissements peuvent s'organiser sans peine, les réseaux sociaux constituant, ici comme ailleurs, un adjuvant considérable à l'expression d'une galaxie « non-conforme ».

Toutes choses égales, une explosion de mécontentement de type « gilets jaunes » pourrait aujourd'hui avoir lieu à tout moment dans l'Église. Avec cet atout majeur qu'en matière catholique, la doctrine et la pratique sont centrées pour le peuple chrétien sur la célébration de la messe dominicale. Or il suffit, pour qu'elle soit célébrée, qu'un prêtre la dise et que des fidèles y participent, sans que personne, finalement, puissent jamais les en empêcher. C'est ce qui s'était passé à partir de 1965 et surtout de 1969 : des messes tridentines ont continué à être célébrées comme si de rien n'était. Menaces, oppositions, voire persécutions ont pu se succéder, rien n'y a fait : des prêtres et des fidèles ont continué « à faire ce que l'Église avait toujours fait », comme aimait à le dire Mgr Lefebvre.

Un fait récent très instructif est le suivant : parce que les évêques de France et d'ailleurs ont sottement répercuté sur la communion eucharistique les « mesures sanitaires » imposées par les gouvernements en interdisant la communion sur les lèvres, un certain nombre de fidèles respectueux du sacrement ont quitté les églises « ordinaires » pour aller recevoir dignement la Sainte Eucharistie dans des célébrations traditionnelles. Il se trouve ainsi que, depuis la « crise sanitaire », le nombre des assistants aux messes traditionnelles a notablement augmenté dans la plupart des endroits !

Un rappel utile

On connaît la phrase fameuse de saint Jérôme, disant qu'au IV^e siècle, « Le monde entier gémit, stupéfait de se réveiller arien », la hiérarchie étant largement passée à l'hérésie, cependant tout de même que de nombreux fidèles restaient attachés à la doctrine christologique de Nicée. N'a-t-on pas vu, ne voit-on pas, une situation semblable se répéter aujourd'hui ? Mais cette capacité de résistance « de terrain », de soi irrépressible, n'exclura pas, par ailleurs, des manifestations et des actions puissantes, qui sont déjà sérieusement envisagées en divers endroits du monde.